

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44404]

**10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 63 relatif à l'immunisation des subventions en matière d'action sociale et à certaines règles relatives au parcours d'intégration des personnes primo-arrivantes**

## Rapport au Gouvernement

Objet : COVID-19 – Résurgence de la crise sanitaire – Projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 63 relatif à l'immunisation des subventions en matière d'action sociale et à certaines règles relatives au parcours d'intégration des personnes primo-arrivantes

Le développement du coronavirus a, depuis le mois de mars 2020, un impact économique et social significatif en Wallonie. Les répercussions sur les (futurs) personnes en situation de vulnérabilité, leur accompagnement, les services de soutien, ainsi que sur les opérateurs du secteur de l'action sociale sont considérables. La résurgence de la crise sanitaire le démontre une nouvelle fois.

Il est donc nécessaire de prévoir des mesures de maintien des subventions des opérateurs de l'action sociale relevant du SPW Intérieur et Action sociale, préjudiciés par une baisse d'activités et/ou par la nécessité de développer de nouveaux canaux d'interaction avec leurs bénéficiaires et/ou par l'impossibilité de répondre totalement à leurs obligations liées à leur agrément et ce, dans la continuité de la décision du Gouvernement du 18 mars 2020 portant sur l'accord de principe relatif à l'immunisation de la période de crise dans le calcul du subventionnement régional.

En effet, le Gouvernement wallon a décidé, le 21 octobre dernier, de prolonger la période d'immunisation jusqu'au 31 mars 2021.

Concrètement, il est proposé de neutraliser, chaque fois que possible, les périodes clés, entre le mois de mars 2020 et le mois de mars 2021, dans le calcul des subventions régionales.

Si le personnel ou une partie de celui-ci a été mis en chômage durant cette période en raison de la crise, il est bien entendu que cette absence de dépense ne peut être neutralisée.

Il s'agit, enfin, d'assurer la pérennité des acteurs, le maintien de l'emploi et le fonctionnement des services, malgré la crise.

Un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux a été rédigé, afin de prendre les mesures nécessaires pour l'ensemble des dispositifs relevant du département de l'action sociale organisé par le Code wallon de l'action sociale et de la santé qui le justifie.

Par ailleurs, comme lors de la première vague, des mesures similaires seront appliquées aux opérateurs du département de l'action sociale bénéficiant d'une subvention facultative à caractère récurrent. Il s'agira, en effet, d'octroyer la totalité de la subvention si le bénéficiaire démontre que les missions qui n'ont pas pu être assurées en raison de la crise du COVID-19 et indépendamment de la volonté du bénéficiaire, à l'exception le cas échéant des frais externes qu'il aurait dû exposer pour l'organisation d'une activité et qui n'ont pas été déboursés en raison de son annulation, tels que des frais de location, d'impression etc. La subvention restera octroyée même si le bénéficiaire ne remplit pas la totalité des conditions liées à la mise en œuvre de l'activité subventionnée en raison des mesures prises par les autorités. Ces circonstances seront évaluées au cas par cas à l'occasion du comité d'accompagnement prévu à cet effet. Il sera bien évidemment toujours exigé, lors du contrôle (comptable) de l'utilisation de la subvention, que la subvention soit justifiée par des dépenses effectives et en lien avec l'activité subsidiée (dépenses de personnel ou frais de fonctionnement), dans le respect notamment de l'Art. 61, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes (Décret WBFIn).

La présente note vise donc à proposer les mesures de soutien aux activités des opérateurs de l'action sociale, afin d'assurer non seulement la pérennité de ces opérateurs essentiels et le maintien de l'emploi mais également un maintien minimum de l'offre de services, intégrant tant les contraintes inhérentes à la sécurité sanitaire que les opportunités de développement ou de pérennisation de nouveaux services ou processus développés pendant la période de confinement ou à développer pour faire face à la crise.

Il est en outre primordial, afin d'atteindre l'effet escompté des mesures prises dans le présent cadre et qui sont, par définition, limitées dans le temps, que les acteurs concernés en soient informés au plus vite. Il est dès lors urgent d'adopter les mesures envisagées.

Les mesures qui sont décrites ci-après font l'objet d'un arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux, annexé à la présente note.

Le projet d'arrêté contient 11 chapitres et 15 articles :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, le montant de la subvention n'est pas supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire pour ce qui est subventionné.

CHAPITRE II. — *Mesures relatives aux services d'insertion sociale*

Art. 3. Par dérogation à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, ci-après dénommé « CRWASS », pour justifier de l'utilisation de la subvention de l'année 2021 et pour calculer la subvention de l'année 2022, pour un temps plein, le service agréé est dispensé de justifier un volume d'activités consacrées au travail de groupe d'au moins dix-neuf heures par semaine entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 mars 2021 inclus, pour autant que l'activité de trente-huit heures par semaine du travailleur social soit justifiée en application de l'article 51, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> du Code wallon de l'action sociale et de la santé, ci-après dénommé « CWASS ».

Art. 4. Par dérogation à l'article 16 du CRWASS, le travailleur social dont la rémunération est subsidiée en application de l'article 29 du CRWASS est dispensé d'avoir suivi une formation liée aux actions d'insertion sociale en 2020.

CHAPITRE III. — *Mesures relatives aux relais sociaux*

Art. 5. Par dérogation à l'article 61, alinéa 2 du CRWASS, le nombre de personnes issues de la rue suivies est fixé à quatorze pour l'obtention de la subvention de l'année 2022 et 2023 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2021.

CHAPITRE IV. — *Mesures relatives aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire*

Art. 6. Par dérogation à l'article 116 du CRWASS, le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est calculé pour l'année 2021 en excluant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2021.

CHAPITRE V. — *Mesures relatives aux services de médiation de dettes*

Art. 7. Par dérogation à l'article 145, alinéa 4 du CRWASS, le nombre de dossiers minimum nécessaires à l'obtention de la subvention de l'année 2022 sera basée sur le nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2021 (année de référence 2020), si le nombre de dossiers traités en 2021 est inférieur aux seuils définis à l'article 145, alinéa 4 du CRWASS.

Par dérogation à l'article 149, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du CRWASS, le nombre de dossiers traités en 2021, pour l'année de subvention 2022, est calculé sur la base du nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2021 (année de référence 2020), si ce nombre est supérieur au nombre de dossiers traités au cours de l'année 2021.

Par dérogation à l'article 153, alinéa 1<sup>er</sup> du CRWASS, pour l'octroi de la subvention de l'année 2021, le nombre minimal d'animations annuelles qui devra être réalisée par les groupes d'appui de prévention du surendettement sera de 2.

CHAPITRE VI. — *Mesures relatives aux épiceries sociales et restaurants sociaux*

Art. 8. Par dérogation à l'article 56/4, alinéa 2, 5<sup>o</sup> du CWASS et à l'article 38/5, alinéa 2, 7<sup>o</sup> du CRWASS, le nombre de points octroyés en application de l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du CRWASS est déterminé sur la période de douze mois compris entre le 1<sup>er</sup> mars 2019 et le 29 février 2020, pour toute demande d'agrément introduite entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 31 mars 2021.

Art. 9. Par dérogation à l'article 38/12 du CRWASS, les coefficients fixés à l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> ne seront pas pris en compte, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 31 mars 2021, dans le cadre d'une révision de l'arrêté d'agrément d'un service.

CHAPITRE VII. — *Mesures relatives aux services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre*

Art. 10. Par dérogation à l'article 235/10 du CRWASS, le montant de la subvention de l'année 2022 relative à l'activité du service en 2021 et le solde de la subvention de l'année 2021, sont calculés sur la base du nombre d'heures affectées aux missions, hors la période de janvier à mars 2021, divisés par trois et multipliés par quatre, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2021.

CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives au parcours d'intégration des personnes primo-arrivantes*

Art. 11. Par dérogation à l'article 152/7, § 2 du CWASS, les personnes primo-arrivantes en cours de parcours d'intégration ou entamant leur parcours doivent obtenir l'attestation visée à l'article 152/3, § 4, dans un délai de trente mois à dater de la commande du titre de séjour de plus de trois mois à la commune et ce pour les personnes ayant commandé leur titre de séjour avant le 31 mars 2021. Pour les personnes primo-arrivantes bénéficiant déjà d'un délai de prorogation, ce délai de douze mois additionnels vient s'ajouter au délai de prorogation déjà octroyé par le Ministre de l'Action sociale.

Art. 12. Par dérogation à l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du CWASS, lorsqu'une personne primo-arrivante se voit infliger une amende administrative en exécution de l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup>, elle satisfait à l'obligation visée à l'article 152/7, § 2 du CWASS, dans un délai de douze mois à dater de la notification de la décision de lui infliger une amende administrative. Cela vaut pour toutes les décisions prises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 mars 2021.

CHAPITRE IX. — *Mesures relatives aux centres régionaux d'intégration des personnes étrangères*

Art. 13. Par dérogation aux articles 245/1 et 245/3 du CRWASS, les critères pris en compte pour la détermination du montant variable de la subvention de l'année 2022 sont ceux de l'année 2019.

CHAPITRE X. — *Mesures relatives aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères*

Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 14 alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2020 est calculé pour les mois de mars à décembre 2020 sur la base du nombre de modules programmés.

Par dérogation à l'article 251, § 1<sup>er</sup> du CRWASS, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2021 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour la période de janvier à mars 2021 et sur la base du nombre de modules réalisés pour les mois d'avril à décembre 2021.

Par dérogation à l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, les opérateurs peuvent déroger au nombre minimum de 5 participants par groupe jusqu'au 31 mars 2021.

Par dérogation à l'article 251, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 du CRWASS, le montant de la subvention 2022 est fixé par permanence d'un volume horaire de 4 heures par semaine.

§ 2. Par dérogation à l'article 14 alinéa 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2020 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour les mois de mars à décembre 2020. Les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2019 dont la période couvre également l'année 2020 sont assimilées aux subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2020.

Par dérogation à l'article 250/2, alinéa 1<sup>er</sup> du CRWASS, aucun nouvel appel à projet n'est lancé pour l'année 2021, l'appel à projet 2019-2020 étant prolongé d'un an.

Par dérogation à l'article 251/1 du CRWASS, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2021 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour la période de janvier à mars 2021 et sur la base du nombre de modules réalisés pour les mois d'avril à décembre 2021. Les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2020 dont la période couvre au moins les mois de janvier à mars 2021 sont immunisées de la même manière que les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2021.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 8, l'article 9 et l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> mars 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 4 et 12 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Statuant dans le cadre des pouvoirs spéciaux, le Gouvernement veille à assurer un caractère temporaire à ces mesures. Une période ne dépassant pas le 31 mars 2021 est dès lors proposée. Chacune des dispositions concernées du Code reprendront leur portée initiale à l'expiration de la période mentionnée au dispositif.

---

**Conseil d'État**  
**section de législation**

Avis 68.341/4 du 26 novembre 2020 sur un projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement wallon 'relatif à l'immunisation des subventions en matière d'action sociale'

Le 20 novembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement wallon 'relatif à l'immunisation des subventions en matière d'action sociale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 novembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 novembre 2020.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 12/1, 12/2, 29 à 36, 38/1 à 38/15, 49 à 65, 93 à 124, 144 à 153, 235/9 à 235/12, 243/1 à 246, 251 et 251/1 ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 ;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation ;

Considérant la décision du 21 octobre 2020 par laquelle le Gouvernement marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et belge ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge ;

Considérant que la recrudescence des cas de contamination depuis quelques semaines et qui a pris une tournure exponentielle a amené à proposer à nouveau de permettre aux autorités wallonnes d'adopter dans l'urgence, quasiment en temps réel, toute mesure à prendre sans délai, sous peine d'un péril grave, en lien avec cette crise ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'action sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer, et notamment d'avoir un impact important sur le financement des opérateurs du secteur de l'action sociale dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables, afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'action sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces acteurs réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires ;

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant de l'action sociale, afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures, afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet ;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adopter rapidement des mesures d'immunisation du financement des opérateurs de l'action sociale ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la Covid 19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que l'arrêté en projet contient des dispositions qui concernent l'année 2020 ;

Que, par ailleurs, même si certaines dispositions concernent les subventions octroyées en 2021, elles revêtent un caractère urgent car ces subventions 2021 seront fixées en fonction de paramètres d'activité de l'année 2020, actuellement en cours et déjà même presque terminée ;

Qu'enfin, les opérateurs des secteurs de l'action sociale ont impérativement besoin d'être fixés sur leur sort pour l'année 2021 car, la fin de l'année 2020 étant très proche, si des mesures spécifiques devaient être prises par ces opérateurs en raison de l'influence de la crise sanitaire sur leur financement 2021, c'est déjà aujourd'hui que ceux-ci doivent pouvoir l'anticiper ;

Considérant qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, ces mesures exceptionnelles seront revues ou prolongées ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### RECEVABILITÉ (1)

1.1. Le projet à l'examen porte sur la détermination du montant de subventions dans le secteur de l'action sociale pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023. Le projet à l'examen vise également à adapter certains délais relatifs au parcours d'intégration des personnes primo arrivantes, afin de neutraliser l'impact de la crise liée au coronavirus.

Pour ce faire, le projet à l'examen déroge à des dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (ci-après le « CWASS ») et du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé (ci-après le « CRWASS »).

1.2. Dès lors qu'il entend déroger à des dispositions décrétales, le projet met en œuvre les pouvoirs spéciaux qui ont été octroyés au Gouvernement par le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution'.

L'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 octobre 2020 dispose :

« Afin de permettre à la Région wallonne de faire face à la pandémie de la COVID-19, le Gouvernement peut, dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie de la COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Pour pouvoir agir valablement sur le fondement de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 octobre 2020, le Gouvernement doit être en mesure de démontrer que chacun des articles du projet examiné concerne une « situation [...] qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

1.3. En tant que le projet à l'examen porte sur la détermination de mesures de financement pour le secteur de l'action sociale pour les années 2020 et 2021, il est démontré à suffisance dans le dossier soumis à la section de législation, que ces mesures doivent être adoptées « en urgence sous peine de péril grave ». La lettre de demande d'avis précise en effet à cet égard ce qui suit :

« Considérant que l'urgence est motivée par le fait que l'arrêté en projet contient des dispositions qui concernent l'année 2020 ;

Que, par ailleurs, même si certaines dispositions concernent les subventions octroyées en 2021, elles revêtent un caractère urgent car ces subventions 2021 seront fixées en fonction de paramètres d'activité de l'année 2020, actuellement en cours et déjà même presque terminée ;

Qu'enfin, les opérateurs des secteurs de l'action sociale ont impérativement besoin d'être fixés sur leur sort pour l'année 2021 car, la fin de l'année 2020 étant très proche, si des mesures spécifiques devaient être prises par ces opérateurs en raison de l'influence de la crise sanitaire sur leur financement 2021, c'est déjà aujourd'hui que ceux-ci doivent pouvoir l'anticiper ».

De même, l'urgence peut être admise s'agissant, pour le calcul des subventions afférentes à l'année 2022, de neutraliser ou modifier des critères relatifs à une période lorsque celle-ci prend cours dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021, étant donné que les bénéficiaires des subventions doivent être informés en temps utile, c'est-à-dire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021, de la neutralisation appelée à s'appliquer à partir de cette date.

En revanche, hormis ce dernier cas de figure, la section de législation n'aperçoit pas, s'agissant des dispositions du projet qui concernent les années 2022 et 2023, comment il pourrait être soutenu que de telles mesures doivent être adoptées « en urgence sous peine de péril grave ». Le dossier communiqué à la section de législation ne contient pas de justification circonstanciée à cet égard.

Les articles 3 (partim), 5 (partim), 7, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 13, du projet, en ce qu'ils portent sur l'année 2022, ne peuvent dès lors trouver un fondement juridique dans le décret du 29 octobre 2020. Il en va de même pour l'article 5 du projet, en ce qu'il porte sur l'année 2023.

Partant, il y a également lieu de considérer que pour ces mêmes dispositions, l'urgence spécialement motivée dans la demande permettant de réclamer la communication de l'avis dans le délai de cinq jours conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', n'est pas établie. Il s'ensuit que la demande d'avis n'est pas recevable en ce qui concerne ces dispositions.

La section de législation limite par conséquent son examen aux seules dispositions du projet relatives aux années 2020 et 2021 ainsi qu'à celles relatives à l'année 2022 en tant que les bénéficiaires des subventions doivent être informés en temps utile, c'est à dire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021, de la neutralisation appelée à s'appliquer à partir de cette date.

2. S'agissant des articles 11 et 12 du projet relatifs à l'allongement de certains délais applicables au parcours d'intégration des personnes primo arrivantes, la lettre de demande d'avis ne fait pas mention de l'urgence.

Par contre, la Note au Gouvernement wallon jointe au dossier soumis à la section de législation comporte le passage suivant (2) :

« Les personnes définies comme primo arrivantes par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé doivent réaliser un parcours d'intégration dans un délai strict de 18 mois sous peine de sanction administrative. En raison de la crise sanitaire actuelle, ces personnes sont dans l'impossibilité de poursuivre ce parcours. C'est la raison pour laquelle plus de 200 demandes de prorogation ont été introduites par ces personnes auprès de la Ministre de l'Action sociale pour bénéficier d'un délai supplémentaire.

Au vu de l'incertitude entourant la crise du COVID-19, il est proposé d'allonger le délai du parcours d'intégration de 12 mois en tenant compte également des personnes ayant déjà obtenu un délai de prorogation, afin qu'elles ne soient pas lésées par l'obtention d'un délai moins favorable que celui proposé par cette mesure.

Ce problème de délai de rigueur se pose aussi pour les personnes primo arrivantes sanctionnées d'une amende administrative. En effet, l'amende administrative infligée aux personnes primo-arrivantes n'ayant pas terminé leur parcours n'éteint pas leur obligation. Elles doivent terminer les étapes manquantes de leur parcours dans un délai de trois mois. À nouveau, au vu de la crise sanitaire que notre pays traverse, il leur est impossible de satisfaire à cette obligation dans un délai si court. C'est pourquoi, un délai additionnel de 12 mois est également proposé ».

Conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', cette motivation de l'urgence aurait dû figurer dans la demande d'avis, elle peut toutefois être prise en considération pour établir que la demande d'avis est recevable en ce qui concerne les articles 11 et 12 du projet.

Cette motivation sera reproduite dans le préambule de l'arrêté.

#### FORMALITÉ PRÉALABLE

L'avant projet de décret à l'examen ne pourra être adopté qu'après l'accomplissement, en bonne et due forme, de la procédure de concertation prévue par les articles 12 à 15 de l'accord de coopération cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières' (3).

#### OBSERVATION PRÉALABLE

Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 3, § 2, du décret du 29 octobre 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge* (4).

#### EXAMEN DU PROJET

##### INTITULÉ

Tel que rédigé, l'intitulé ne vise que « l'immunisation des subventions en matière d'action sociale ». Or, force est de constater que le projet à l'examen traite également de l'aménagement des délais relatifs au parcours d'intégration des personnes primo arrivantes, afin de neutraliser l'impact de la crise liée au coronavirus.

Interrogée à cet égard, la déléguée de la Ministre a répondu ce qui suit :

« On peut ajouter 'et à certaines règles relatives au parcours d'intégration des personnes primo arrivantes' ».

L'intitulé sera complété en ce sens.

##### PRÉAMBULE

1. Il convient de se limiter à viser au titre de fondement juridique, la ou les dispositions qui constituent le fondement juridique du projet. Compte tenu notamment des observations relatives à la recevabilité, il s'agit en l'espèce uniquement de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret 29 octobre 2020.

L'alinéa 2 sera par conséquent omis.

2. Il convient de compléter l'alinéa 3 par la mention de la date à laquelle l'Inspecteur des Finances a donné son avis.

3. Il convient de compléter l'alinéa 4 par la mention de la date à laquelle le Ministre du Budget a donné son accord.

4. Il convient de compléter l'alinéa 5 par la mention de la date à laquelle le rapport « test genre » a été réalisé.

5. L'alinéa 6 (devenant 5) sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 68.341/4 du Conseil d'État donné le 26 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » (5).

Le préambule sera revu en conséquence.

#### DISPOSITIF

##### Article 3

De l'accord de la déléguée de la Ministre, la date du « 1<sup>er</sup> novembre 2020 » sera remplacée par la date du « 1<sup>er</sup> janvier 2021 ».

L'article 16, alinéa 2, sera par conséquent omis.

##### Article 8

Les mots « alinéa 2, » seront insérés entre les mots « l'article 56/4, » et les mots « 5<sup>o</sup> du CWASS ».

##### Article 9

1. De l'accord de la déléguée de la Ministre, les mots « l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> » seront remplacés par les mots « l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, du CWASS ».

2. De l'accord de la déléguée de la Ministre, la date du « 1<sup>er</sup> juin 2020 » sera remplacée par la date du « 1<sup>er</sup> mars 2020 ».

L'article 16, alinéas 3 et 4, sera revu en conséquence.

Article 11

1. Interrogée quant au champ d'application de l'article 11 et quant à la portée des mots « et ce jusqu'au 31 mars 2021 », la déléguée de la Ministre a précisé ce qui suit :

« Il serait effectivement plus correct d'écrire 'et ce pour les personnes ayant commandé leur titre de séjour avant le 31 mars 2021' ».

La disposition sera adaptée en ce sens.

2. Il convient de remplacer les mots « la Ministre », par les mots « le Ministre », le mot « Ministre » étant épïcène.

Article 12

1. Les mots « l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du CWASS » seront remplacés par les mots « l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du CWASS ».

2. Les mots « de l'alinéa 1<sup>er</sup> » seront remplacés par les mots « de l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du CWASS ».

3. Les mots « du CWASS, » seront insérés entre les mots « l'article 152/7, § 2, » et les mots « dans un délai de douze mois ».

Article 14

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « , § 1<sup>er</sup>, » seront insérés entre les mots « l'article 251 » et les mots « du CRWASS ».

2. À l'alinéa 3, les mots « Par dérogation à l'article 237/6, alinéa 4, et à l'article 237/7, alinéa 4, du CRWASS, » seront remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, ».

Article 15

L'article 15 habilite le Ministre à prolonger les délais et périodes visés par l'arrêté en projet en cas de persistance, au-delà du 31 mars 2021, des circonstances sanitaires liées à la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19.

La prolongation dans le temps des mesures prévues par un arrêté de pouvoirs spéciaux ne peut être déléguée à un ministre mais doit faire l'objet d'un nouvel arrêté de pouvoirs spéciaux qui devra ensuite être soumis à confirmation par le législateur conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 octobre 2020 (6).

En conséquence, l'article 15 sera omis.

Le Greffier,  
A-C. VAN GEERSDAELE

Le Président  
M. BAGUET

## Notes

(1) Voir sur cette question, l'avis n° 67.536/4 donné le 10 juin 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 'relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67536>, l'avis n° 68.258/4 donné le 16 novembre 2020 sur un projet d'arrêté ministériel de la Région wallonne 'relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68258> et l'avis n° 68.260/4 donné le 16 novembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire de COVID19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68260>.

(2) p. 10.

(3) Pour une observation analogue, voir l'avis n° 68.049/4 donné le 14 octobre 2020 sur un avant projet de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 8 du 7 mai 2020 'relatif au soutien des hôpitaux universitaires dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68049.pdf>.

(4) Pour une observation analogue, voir notamment l'avis n° 68.296/4 donné le 23 novembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux 'portant sur des mesures d'urgences en matière d'accès à l'énergie durant la crise COVID et la période hivernale'.

(5) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.conseildetat.be](http://www.conseildetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3 5 2.

(6) Voir en ce sens l'avis n° 67.577/2-4 donné le 3 juillet 2020 sur un avant-projet de loi 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)', observation générale 4, Doc. parl., Chambre, 2019 2020, n° 1441/2/3.

## 10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 63 relatif à l'immunisation des subventionnés en matière d'action sociale et à certaines règles relatives au parcours d'intégration des personnes primo-arrivantes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 novembre 2020 ;

Vu le rapport du 19 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 68.341/4 du Conseil d'État, donné le 26 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 12/1, 12/2, 29 à 36, 38/1 à 38/15, 49 à 65, 93 à 124, 144 à 153, 235/9 à 235/12, 243/1 à 246, 251 et 251/1 ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 ;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation ;

Considérant la décision du 21 octobre 2020 par laquelle le Gouvernement marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et belge ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge ;

Considérant que la recrudescence des cas de contamination depuis quelques semaines et qui a pris une tournure exponentielle a amené à proposer à nouveau de permettre aux autorités wallonnes d'adopter dans l'urgence, quasiment en temps réel, toute mesure à prendre sans délai, sous peine d'un péril grave, en lien avec cette crise ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'action sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer, et notamment d'avoir un impact important sur le financement des opérateurs du secteur de l'action sociale dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables, afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'action sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces acteurs réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires ;

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant de l'action sociale, afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant en outre que les personnes définies comme primo arrivantes par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé doivent réaliser un parcours d'intégration dans un délai strict de 18 mois sous peine de sanction administrative ;

Qu'en raison de la crise sanitaire actuelle, ces personnes sont dans l'impossibilité de poursuivre ce parcours et que c'est la raison pour laquelle plus de 200 demandes de prorogation ont été introduites par ces personnes auprès de la Ministre de l'Action sociale pour bénéficier d'un délai supplémentaire ;

Qu'au vu de l'incertitude entourant la crise du COVID-19, il est proposé d'allonger le délai du parcours d'intégration de 12 mois en tenant compte également des personnes ayant déjà obtenu un délai de prorogation, afin qu'elles ne soient pas lésées par l'obtention d'un délai moins favorable que celui proposé par cette mesure ;

Considérant que ce problème de délai de rigueur se pose aussi pour les personnes primo arrivantes sanctionnées d'une amende administrative ;

Qu'en effet, l'amende administrative infligée aux personnes primo-arrivantes n'ayant pas terminé leur parcours n'éteint pas leur obligation et qu'elles doivent terminer les étapes manquantes de leur parcours dans un délai de trois mois ;

Considérant qu'au vu de la crise sanitaire que notre pays traverse, il leur est impossible de satisfaire à cette obligation dans un délai si court ;

Qu'un délai additionnel de 12 mois est également proposé ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures, afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet ;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adopter rapidement des mesures d'immunisation du financement des opérateurs de l'action sociale ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la Covid-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que l'arrêté en projet contient des dispositions qui concernent l'année 2020 ;

Que, par ailleurs, même si certaines dispositions concernent les subventions octroyées en 2021, 2022 ou 2023 elles revêtent un caractère urgent car ces subventions seront fixées en fonction de paramètres d'activité de l'année 2020 ou 2021 ; paramètres d'activité actuellement en cours et déjà même presque terminés pour certains ;

Qu'enfin, les opérateurs des secteurs de l'action sociale ont impérativement besoin d'être fixés sur leur sort pour l'année 2021 car, la fin de l'année 2020 étant très proche, si des mesures spécifiques devaient être prises par ces opérateurs en raison de l'influence de la crise sanitaire sur leur financement futur, c'est déjà aujourd'hui que ceux-ci doivent pouvoir l'anticiper ;

Considérant qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, ces mesures exceptionnelles seront revues ou prolongées ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, le montant de la subvention n'est pas supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire pour ce qui est subventionné.

#### CHAPITRE II. — *Mesures relatives aux services d'insertion sociale*

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, ci-après dénommé « CRWASS », pour justifier de l'utilisation de la subvention de l'année 2021 et pour calculer la subvention de l'année 2022, pour un temps plein, le service agréé est dispensé de justifier un volume d'activités consacrées au travail de groupe d'au moins dix-neuf heures par semaine entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 mars 2021 inclus, pour autant que l'activité de trente-huit heures par semaine du travailleur social soit justifiée en application de l'article 51, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, du Code wallon de l'action sociale et de la santé, ci-après dénommé « CWASS ».

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 16 du CRWASS, le travailleur social dont la rémunération est subsidiée en application de l'article 29 du CRWASS est dispensé d'avoir suivi une formation liée aux actions d'insertion sociale en 2020.

#### CHAPITRE III. — *Mesures relatives aux relais sociaux*

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 61, alinéa 2, du CRWASS, le nombre de personnes issues de la rue suivies est fixé à quatorze pour l'obtention de la subvention de l'année 2022 et 2023 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2021.

#### CHAPITRE IV. — *Mesures relatives aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire*

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 116 du CRWASS, le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est calculé pour l'année 2021 en excluant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2021.

#### CHAPITRE V. — *Mesures relatives aux services de médiation de dettes*

**Art. 7.** Par dérogation à l'article 145, alinéa 4, du CRWASS, le nombre de dossiers minimum nécessaires à l'obtention de la subvention de l'année 2022 sera basée sur le nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2021 (année de référence 2020), si le nombre de dossiers traités en 2021 est inférieur aux seuils définis à l'article 145, alinéa 4 du CRWASS.

Par dérogation à l'article 149, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du CRWASS, le nombre de dossiers traités en 2021, pour l'année de subvention 2022, est calculé sur la base du nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2021 (année de référence 2020), si ce nombre est supérieur au nombre de dossiers traités au cours de l'année 2021.

Par dérogation à l'article 153, alinéa 1<sup>er</sup>, du CRWASS, pour l'octroi de la subvention de l'année 2021, le nombre minimal d'animations annuelles qui devra être réalisée par les groupes d'appui de prévention du surendettement sera de 2.

#### CHAPITRE VI. — *Mesures relatives aux épiceries sociales et restaurants sociaux*

**Art. 8.** Par dérogation à l'article 56/4, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, du CWASS et à l'article 38/5, alinéa 2, 7<sup>o</sup>, du CRWASS, le nombre de points octroyés en application de l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, du CRWASS est déterminé sur la période de douze mois compris entre le 1<sup>er</sup> mars 2019 et le 29 février 2020, pour toute demande d'agrément introduite entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 31 mars 2021.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 38/12 du CRWASS, les coefficients fixés à l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, ne seront pas pris en compte, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 31 mars 2021, dans le cadre d'une révision de l'arrêté d'agrément d'un service.

#### CHAPITRE VII. — *Mesures relatives aux services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre*

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 235/10 du CRWASS, le montant de la subvention de l'année 2022 relative à l'activité du service en 2021 et le solde de la subvention de l'année 2021, sont calculés sur la base du nombre d'heures affectées aux missions, hors la période de janvier à mars 2021, divisés par trois et multipliés par quatre, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2021.

#### CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives au parcours d'intégration des personnes primo-arrivantes*

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 152/7, § 2, du CWASS, les personnes primo-arrivantes en cours de parcours d'intégration ou entamant leur parcours doivent obtenir l'attestation visée à l'article 152/3, § 4, dans un délai de trente mois à dater de la commande du titre de séjour de plus de trois mois à la commune et ce pour les personnes ayant commandé leur titre de séjour avant le 31 mars 2021. Pour les personnes primo-arrivantes bénéficiant déjà d'un délai de prorogation, ce délai de douze mois additionnels vient s'ajouter au délai de prorogation déjà octroyé par le Ministre de l'Action sociale.



**Art. 12.** Par dérogation à l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du CWASS, lorsqu'une personne primo-arrivante se voit infliger une amende administrative en exécution de l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du CWASS, elle satisfait à l'obligation visée à l'article 152/7, § 2, du CWASS, dans un délai de douze mois à dater de la notification de la décision de lui infliger une amende administrative. Cela vaut pour toutes les décisions prises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 mars 2021.

CHAPITRE IX. — *Mesures relatives aux centres régionaux d'intégration des personnes étrangères*

**Art. 13.** Par dérogation aux articles 245/1 et 245/3 du CRWASS, les critères pris en compte pour la détermination du montant variable de la subvention de l'année 2022 sont ceux de l'année 2019.

CHAPITRE X. — *Mesures relatives aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2020 est calculé pour les mois de mars à décembre 2020 sur la base du nombre de modules programmés.

Par dérogation à l'article 251, § 1<sup>er</sup>, du CRWASS, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2021 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour la période de janvier à mars 2021 et sur la base du nombre de modules réalisés pour les mois d'avril à décembre 2021.

Par dérogation à l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, les opérateurs peuvent déroger au nombre minimum de 5 participants par groupe jusqu'au 31 mars 2021.

Par dérogation à l'article 251, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du CRWASS, le montant de la subvention 2022 est fixé par permanence d'un volume horaire de 4 heures par semaine.

§ 2. Par dérogation à l'article 14 alinéa 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2020 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour les mois de mars à décembre 2020. Les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2019 dont la période couvre également l'année 2020 sont assimilées aux subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2020.

Par dérogation à l'article 250/2, alinéa 1<sup>er</sup>, du CRWASS, aucun nouvel appel à projet n'est lancé pour l'année 2021, l'appel à projet 2019-2020 étant prolongé d'un an.

Par dérogation à l'article 251/1 du CRWASS, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2021 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour la période de janvier à mars 2021 et sur la base du nombre de modules réalisés pour les mois d'avril à décembre 2021. Les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2020 dont la période couvre au moins les mois de janvier à mars 2021 sont immunisées de la même manière que les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2021.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 8, 9 et 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> mars 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 4 et 12 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Namur, le 10 décembre 2020.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,  
C. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44404]

**10 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 63 betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie en sommige regels betreffende het inburgeringstraject van nieuwkomers**

Verslag aan de Regering

Betreft: COVID-19 - Heropleving van de gezondheids crisis – Ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 63 betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie en sommige regels betreffende het inburgeringstraject van nieuwkomers

Sinds maart 2020 heeft de ontwikkeling van het coronavirus een belangrijke economische en sociale impact in Wallonië. De gevolgen voor (toekomstige) mensen in een kwetsbare situatie, hun begeleiding, de ondersteunende diensten en de operatoren in de sector van de sociale actie zijn aanzienlijk. De heropleving van de gezondheids crisis toont dit eens te meer aan.

Het is dus noodzakelijk om maatregelen te nemen met het oog op de handhaving van de subsidies van de operatoren in de sector van sociale actie die onder de "SPW Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie" ressorteren, die worden bevooroordeeld door een daling van de activiteiten en/of door de noodzaak om nieuwe interactiekanalen met hun begunstigen te ontwikkelen en/of door de onmogelijkheid om volledig te voldoen aan hun verplichtingen in verband met hun erkenning, en dit, in de continuïteit van de beslissing van de Regering van 18 maart 2020 betreffende het principeakkoord over de vrijstelling van de crisisperiode bij de berekening van de regionale subsidie.

Op 21 oktober jongstleden heeft de Waalse Regering immers besloten de vrijstellingsperiode te verlengen tot 31 maart 2021.

Concreet wordt voorgesteld de sleutelperiodes tussen maart 2020 en maart 2021 bij de berekening van de regionale subsidies zoveel mogelijk te neutraliseren.

Als het personeel of een deel van het personeel in deze periode als gevolg van de crisis werkloos is geworden, is het duidelijk dat dit gebrek aan uitgaven niet kan worden geneutraliseerd.

Ten slotte is het de bedoeling om het voortbestaan van de actoren, het behoud van de werkgelegenheid en de werking van de diensten ondanks de crisis te verzekeren.

Er is een ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten opgesteld om de nodige maatregelen te nemen voor alle regelingen vallend onder het departement van sociale actie die door het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden georganiseerd en die dit rechtvaardigen.

Bovendien zullen, net als in de eerste golf, soortgelijke maatregelen worden toegepast op de operatoren van de sociale dienst die een facultatieve terugkerende subsidie ontvangen. De subsidie zal immers volledig moeten worden toegekend indien de begunstigde aantoont dat de opdrachten niet konden worden uitgevoerd vanwege de crisis Covid-19 en onafhankelijk van de wil van de begunstigde, met uitzondering, in voorkomend geval, van de externe kosten die de begunstigde zou hebben moeten maken voor de organisatie van een activiteit en die niet zijn uitbetaald vanwege de annulering ervan, zoals huur- en drukkosten, enz. De subsidie wordt ook verder toegekend als de begunstigde niet aan alle voorwaarden voor de uitvoering van de gesubsidieerde activiteit voldoet als gevolg van de door de autoriteiten genomen maatregelen. Deze omstandigheden zullen per geval worden beoordeeld tijdens de vergadering van het daartoe opgerichte begeleidingscomité. Uiteraard zal bij de (boekhoudkundige) controle op het gebruik van de subsidie steeds vereist zijn dat de subsidie gerechtvaardigd wordt door de werkelijke uitgaven in verband met de gesubsidieerde activiteit (personeelskosten of werkingskosten), met inachtneming van met name artikel 61, eerste lid, 2°, 3° en 5° van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden (WBFin-decreet).

Het doel van deze nota is dan ook maatregelen voor te stellen om de activiteiten van de operatoren in de sector van de sociale actie te ondersteunen, teneinde niet alleen het voortbestaan van deze essentiële operatoren en het behoud van de werkgelegenheid te waarborgen, maar ook een minimum aan onderhoud van het dienstverleningsaanbod, waarbij zowel de beperkingen die inherent zijn aan de sanitaire veiligheid als de mogelijkheden voor de ontwikkeling of de duurzaamheid van nieuwe diensten of processen die tijdens de lockdownperiode zijn ontwikkeld of nog moeten worden ontwikkeld om de crisis het hoofd te bieden, worden geïntegreerd.

Om het verwachte effect van de in dit kader genomen maatregelen, die per definitie beperkt zijn in de tijd, te bereiken, is het ook van essentieel belang dat de betrokken actoren zo snel mogelijk worden geïnformeerd. Het is dan ook dringend noodzakelijk de beoogde maatregelen aan te nemen.

De hieronder beschreven maatregelen maken het voorwerp uit van een besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten, dat als bijlage bij deze nota is gevoegd.

Het ontwerpbesluit bevat 11 hoofdstukken en 15 artikelen.

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwekelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

#### HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende de diensten voor sociale insluiting*

Art. 3. In afwijking van artikel 29, eerste lid, 2°, van het reglementair Deel van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "CRWASS" genoemd, is de erkende dienst, om het gebruik van de subsidie voor het jaar 2021 te rechtvaardigen en de subsidie voor het jaar 2022 te berekenen, voor een voltijdse werknemer vrijgesteld van de verplichting om tussen 1 januari 2021 en 31 maart 2021 een activiteitsvolume gewijd aan groepswork van minstens negentien uur per week te rechtvaardigen, op voorwaarde dat de activiteit van de maatschappelijk werker van achtendertig uur per week gerechtvaardigd is in toepassing van artikel 51, 2° tot 6°, van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "CWASS" genoemd.

Art. 4. In afwijking van artikel 16 van het "CRWASS" wordt de maatschappelijk werker wiens bezoldiging overeenkomstig artikel 29 van het "CRWASS" gesubsidieerd wordt, vrijgesteld van het volgen van een opleiding i.v.m. de sociale inschakelingsacties in 2020.

#### HOOFDSTUK III. — *Maatregelen betreffende de sociale contactpunten*

Art. 5. In afwijking van artikel 61, tweede lid, van het "CRWASS" is het aantal personen die op straat leven, op veertien vastgesteld voor het verkrijgen van de subsidie van het jaar 2022 en 2023 en voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2021.

#### HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen betreffende opvangtehuizen en gemeenschapshuizen*

Art. 6. In afwijking van artikel 116 van het "CRWASS" is de bezettingsgraad van een opvangtehuis en gemeenschapshuis voor het jaar 2021 berekend, waarbij de periode van 1 januari tot en met 31 maart 2021 niet meegerekend wordt.

#### HOOFDSTUK V. — *Maatregelen betreffende de diensten voor schuldbemiddeling*

Art. 7. In afwijking van artikel 145, vierde lid, van het "CRWASS" wordt het minimumaantal dossiers dat nodig is om de subsidie voor het jaar 2022 te verkrijgen, gebaseerd op het aantal dossiers dat is opgenomen in de berekening van de subsidie voor 2021 (referentiejaar 2020), indien het aantal in 2021 behandelde dossiers onder de in artikel 145, lid 4, van het "CRWASS" vastgestelde drempels ligt.

In afwijking van artikel 149, eerste lid, 1°, van het "CRWASS" wordt het aantal in 2021 behandelde dossiers voor het subsidiejaar 2022 berekend op basis van het aantal dossiers dat in de berekening van de subsidie voor 2021 (referentiejaar 2020) is opgenomen indien dit aantal groter is dan het aantal dossiers dat in 2021 is behandeld.

In afwijking van artikel 153, eerste lid, van het "CRWASS" bedraagt het minimumaantal jaarlijkse gebeurtenissen dat door de steungroepen voor de preventie van overmatige schuldenlast wordt uitgevoerd, voor de toekenning van de subsidie van het jaar 2021 twee.

#### HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende de sociale kruideniers en sociale restaurants*

Art. 8. In afwijking van artikel 56/4, tweede lid, 5°, van het "CWASS" en artikel 38/5, tweede lid, 7°, van het "CRWASS" wordt het aantal punten dat in toepassing van artikel 38/10, § 1, 2°, 3° en 4°, van het "CRWASS" wordt toegekend, bepaald over de periode van twaalf maanden tussen 1 maart 2019 en 29 februari 2020, voor elke erkenningsaanvraag die tussen 1 maart 2020 en 31 maart 2021 wordt ingediend.

Art. 9. In afwijking van artikel 38/12 van het "CRWASS" worden de in artikel 38/10, § 1, 2° tot 4°, vastgestelde coëfficiënten voor de periode van 1 maart 2020 tot 31 maart 2021 niet in aanmerking genomen in het kader van een herziening van het besluit tot erkenning van een dienst.

#### HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen betreffende de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld*

Art. 10. In afwijking van artikel 235/10 van het "CRWASS" wordt het bedrag van de subsidie voor het jaar 2022 met betrekking tot de activiteit van de dienst in 2021 en het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal aan opdrachten toegewezen uren, exclusief de periode van januari tot maart 2021, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier, indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het op basis van alle maanden van het jaar 2021 verkregen bedrag.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen betreffende het inburgeringstraject van de nieuwkomers*

Art. 11. In afwijking van artikel 152/7, § 2, van het "CWASS" moeten nieuwkomers die zich in een inburgeringstraject bevinden of met hun inburgeringstraject beginnen, het in artikel 152/3, § 4, bedoelde attest verkrijgen binnen 30 maanden na de datum waarop de verblijfsvergunning van meer dan drie maanden bij de gemeente is ingediend, voor personen die hun verblijfsvergunning vóór 31 maart 2021 hebben ingediend. Voor nieuwkomers die al een verlengingstermijn genieten, komt deze aanvullende termijn van twaalf maanden bovenop de verlengingstermijn die al is toegekend door de Minister van Sociale Actie.

Art. 12. In afwijking van artikel 152/8, § 1, derde lid, van het "CWASS", voldoet een nieuwkomer, wanneer hem een administratieve boete uit hoofde van artikel 152/8, § 1, eerste lid, van het "CWASS" opgelegd wordt, aan de in artikel 152/7, § 2, van het "CWASS" bedoelde verplichting binnen een termijn van twaalf maanden na de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van een administratieve boete. Dit geldt voor alle beslissingen die tussen 1 januari 2020 en 31 maart 2021 worden genomen.

#### HOOFDSTUK IX. — *Maatregelen betreffende de Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen*

Art. 13. In afwijking van de artikelen 245/1 en 245/3 van het "CRWASS" zijn de criteria die in aanmerking worden genomen voor het bepalen van het wisselende bedrag van de subsidie voor het jaar 2022 die voor het jaar 2019.

#### HOOFDSTUK X. — *Maatregelen betreffende de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen*

Art. 14. § 1. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie wordt de omvang van de collectieve activiteiten die in aanmerking worden genomen bij de bepaling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2020, voor de maanden maart tot en met december 2020 berekend op basis van het aantal geprogrammeerde modules.

In afwijking van artikel 251, § 1, van het "CRWASS" wordt de omvang van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal geplande modules voor de periode van januari tot en met maart 2021 en op basis van het aantal afgeronde modules voor de maanden april tot en met december 2021.

In afwijking van artikel 14, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie mogen de operatoren tot 31 maart 2021 afwijken van het minimumaantal van 5 deelnemers per groep.

In afwijking van artikel 251, § 1, lid 5, van het "CRWASS" wordt het bedrag van de subsidie voor 2022 vastgesteld per permanentie van een uurvolume van 4 uur per week.

§ 2. In afwijking van artikel 14, lid 4 en 5, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie wordt de omvang van de collectieve activiteiten die in aanmerking worden genomen voor de bepaling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2020, berekend op basis van het aantal modules dat is geprogrammeerd voor de maanden maart tot en met december 2020. Subsidies die worden toegekend op basis van de begroting van het jaar 2019, waarvan de periode ook het jaar 2020 bestrijkt, worden op dezelfde manier behandeld als subsidies die worden toegekend op basis van de begroting van het jaar 2020.

In afwijking van artikel 250/2, eerste lid, van het "CRWASS" wordt voor het jaar 2021 geen nieuwe oproep tot het indienen van projecten gedaan, maar wordt de oproep tot het indienen van projecten 2019-2020 met een jaar verlengd.

In afwijking van artikel 251/1 van het "CRWASS" wordt de omvang van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal geplande modules voor de periode van januari tot en met maart 2021 en op basis van het aantal afgeronde modules voor de maanden april tot en met december 2021. Subsidies die op basis van de begroting van het jaar 2020 worden toegekend en waarvan de periode ten minste de maanden januari tot en met maart 2021 bestrijkt, worden op dezelfde wijze geïmmuniseerd als subsidies die op basis van de begroting van het jaar 2021 worden toegekend.

#### HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 8, 9 en 14, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, uitwerking op 1 maart 2020.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 4 en 12 uitwerking op 1 januari 2020.

De Regering die in het kader van de bijzondere machten beslist, zorgt ervoor om de maatregel van een tijdelijk karakter te voorzien. Daarom wordt een periode tot uiterlijk 31 maart 2021 voorgesteld. Elk van de betrokken bepalingen van het Wetboek zal aan het einde van de in het beschikkend gedeelte van genoemde periode zijn oorspronkelijke draagwijdte terugkrijgen.

### Raad van State Afdeling Wetgeving

Advies 68.341/4 van 26 november 2020 over een ontwerpbesluit

van bijzondere machten van de Waalse Regering 'betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie'

Op 20 november 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten 'betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne Catherine VAN GEERSDAELE griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 november 2020.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 12/1, 12/2, 29 tot 36, 38/1 tot 38/15, 49 tot 65, 93 tot 124, 144 tot 153, 235/9 tot 235/12, 243/1 tot 246, 251 en 251/1;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de beslissing van 21 oktober 2020 waarbij de Regering instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat de toename van het aantal besmettingen in de afgelopen weken, die een exponentiële wending heeft genomen, geleid heeft tot een hernieuwd voorstel om de Waalse autoriteiten in staat te stellen met spoed en bijna in real time alle maatregelen te nemen die in verband met deze crisis, onder dreiging van ernstig gevaar, onverwijld moeten worden genomen;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake sociale actie, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen en met name een aanzienlijke impact kan hebben op de financiering van de operatoren in de sector van de sociale actie in het kader van het beheer van de crisis COVID -19;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het voor de inachtneming van het continuïteitsbeginsel van de dienstverlening door de overheid passend is de regels aan te passen voor de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid met respect voor de rechten van de rechthebbenden;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheids crisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze actoren hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is om snel maatregelen te nemen met het oog op de vrijstelling van de financiering van de operatoren in de sector van de sociale actie;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis Covid-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid ingegeven wordt door het feit dat het ontworpen besluit bepalingen bevat met betrekking tot het jaar 2020;

Dat ook al hebben sommige bepalingen betrekking op subsidies die in 2021 zijn toegekend, zij bovendien een dringend karakter hebben aangezien deze subsidies voor 2021 zijn vastgesteld op basis van de activiteitenparameters voor het jaar 2020, dat momenteel lopend is en al bijna is voltooid;

Dat de operatoren in de sectoren van sociale actie tot slot absoluut zekerheid over hun lot voor het jaar 2021 moeten verwerven, daar genoemde operatoren, indien het, met het naderen van het jaareinde van 2020, voor hen nodig zou zijn om specifieke maatregelen te nemen wegens de invloed van de gezondheids crisis op hun toekomstige financiering, daar nu al op moeten kunnen anticiperen;

Dat deze uitzonderlijke maatregelen zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zullen worden herzien of verlengd”.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de ‘Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot het voltooien van de voorafgaande formaliteiten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

#### ONTVANKELIJKHEID(1)

1.1. Het voorliggend ontwerp betreft de vaststelling van het subsidiebedrag in de sector van de sociale actie voor de jaren 2020, 2021, 2022 en 2023. Het voorliggend ontwerp heeft ook tot doel bepaalde termijnen in verband met het inburgeringsproject van nieuwkomers aan te passen om de impact van de coronavirus crisis te neutraliseren.

Daartoe wijkt het voorliggend ontwerp af van de bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (hierna het “CWASS”) en van het Reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (hierna het “CRWASS”).

1.2. Aangezien het ontwerp van plan is af te wijken van de decretale bepalingen, geeft het uitvoering aan de bijzondere machten die aan de Regering zijn toegekend bij het decreet van 29 oktober 2020 ‘tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet’.

Artikel 2, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 bepaalt:

“Om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie Covid-19, kan de Regering, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens artikel 138 van de Grondwet, alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en de gevolgen ervan en die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar”.

Om geldig te kunnen handelen op basis van artikel 2, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020, moet de Regering kunnen aantonen dat elk van de artikelen van het ontwerp in kwestie betrekking had op een “situatie ... die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar”.

1.3. Aangezien het voorliggend ontwerp betrekking heeft op de vaststelling van financieringsmaatregelen voor de sector van de sociale actie voor de jaren 2020 en 2021, wordt in het aan de afdeling Wetgeving voorgelegde dossier voldoende aangetoond dat deze maatregelen “ onder dreiging van ernstig gevaar ” dringend moeten worden aangenomen. In de brief met de adviesaanvraag staat in dit verband het volgende:

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid wordt ingegeven door het feit dat het ontworpen besluit bepalingen bevat met betrekking tot het jaar 2020;

Dat ook al hebben sommige bepalingen betrekking op subsidies die in 2021 zijn toegekend, zij bovendien een dringend karakter hebben aangezien deze subsidies voor 2021 zijn vastgesteld op basis van de activiteitenparameters voor het jaar 2020, dat momenteel lopend is en al bijna is voltooid;

Dat de operatoren in de sectoren van sociale actie tot slot absoluut zekerheid over hun lot voor het jaar 2021 moeten verwerven, daar genoemde operatoren, indien het, met het naderen van het jaareinde van 2020, voor hen nodig zou zijn om specifieke maatregelen te nemen wegens de invloed van de gezondheids crisis op hun toekomstige financiering, daar nu al op moeten kunnen anticiperen”.

Evenzo kan voor de berekening van de subsidies voor het jaar 2022 de urgentie worden aanvaard in geval van neutralisatie of wijziging van de criteria voor een periode die op of na 1 januari 2021 aanvangt, aangezien de begunstigden van de subsidies tijdig, d.w.z. vóór 1 januari 2021, in kennis moeten worden gesteld van de neutralisatie die vanaf die datum van toepassing zal zijn.

Anderzijds ziet de afdeling Wetgeving, afgezien van dit laatste geval, met betrekking tot de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de jaren 2022 en 2023 niet in hoe kan worden aangevoerd dat dergelijke maatregelen "dringend onder dreiging van ernstig gevaar" moeten worden aangenomen. Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving wordt voorgelegd, bevat geen gedetailleerde motivering in dit verband.

De artikelen 3 (partim), 5 (partim), 7, lid 1 en 2, en 13 van het ontwerp, voor zover ze betrekking hebben op het jaar 2022, kunnen dus geen rechtsgrondslag vinden in het decreet van 29 oktober 2020. Hetzelfde geldt voor artikel 5 van het ontwerp, voor zover het betrekking heeft op het jaar 2023.

Bijgevolg moet er ook rekening mee worden gehouden dat voor deze bepalingen de urgentie die specifiek wordt gemotiveerd in het verzoek om mededeling van het advies binnen vijf werkdagen te vragen overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, niet is vastgesteld. Hieruit volgt dat het verzoek om advies met betrekking tot deze bepalingen niet ontvankelijk is.

De afdeling Wetgeving beperkt haar onderzoek daarom tot de bepalingen van het ontwerp voor de jaren 2020 en 2021 en die voor het jaar 2022, aangezien de begunstigden van de subsidies tijdig, d.w.z. vóór 1 januari 2021, op de hoogte moeten worden gebracht van de neutralisatie die vanaf die datum van toepassing zal zijn.

2. Met betrekking tot de artikelen 11 en 12 van het ontwerp inzake de verlenging van bepaalde termijnen voor het inburgeringstraject van nieuwkomers, wordt in de brief met de adviesaanvraag geen melding gemaakt van de urgentie van de zaak.

Anderzijds bevat de nota aan de Waalse Regering die bij het aan de afdeling Wetgeving voorgelegde dossier is gevoegd, de volgende passage(2) :

"De personen die door het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid als nieuwkomers gedefinieerd worden, moeten binnen een strikte termijn van 18 maanden op straffe van een administratieve sanctie een inburgeringstraject realiseren. Door de huidige gezondheidscrisis zijn deze personen niet in staat om dit traject voort te zetten. Daarom hebben deze personen meer dan 200 verzoeken om verlenging ingediend bij de Minister van Sociale Actie om in een aanvullende termijn te genieten.

Gezien de onzekerheid rond de crisis COVID-19 wordt er voorgesteld de termijn van het inburgeringstraject met twaalf maanden te verlengen, waarbij ook rekening wordt gehouden met de mensen die al een verlenging hebben gekregen, zodat zij niet worden benadeeld door het verkrijgen van een minder gunstige termijn dan die welke door deze maatregel wordt voorgesteld;

Dat probleem inzake de dwingende termijn geldt ook voor nieuwkomers die een administratieve boete moeten betalen. De administratieve boete die wordt opgelegd aan nieuwkomers die hun traject niet hebben voltooid, doet hun verplichting immers niet teniet. Zij moeten de ontbrekende etappes van hun traject binnen drie maanden voltooien. Nogmaals is het voor hen, gezien de gezondheidscrisis die ons land doormaakt, onmogelijk om in zo'n korte tijd aan deze verplichting te voldoen. Daarom wordt ook een aanvullende termijn van 12 maanden voorgesteld".

Overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State', had deze motivering van het spoedeisend karakter in het verzoek om advies moeten worden opgenomen; er kan echter rekening mee worden gehouden om vast te stellen of het verzoek om advies ontvankelijk is met betrekking tot de artikelen 11 en 12 van het ontwerp.

Deze motivering van het spoedeisend karakter wordt in de aanhef van het besluit overgenomen worden.

#### VOORAFGAANDELIJKE VORMVEREISTE

Het voorliggend voorontwerp van decreet kan pas worden aangenomen nadat de overlegprocedure bedoeld in de artikelen 12 tot 15 van het Kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie 'betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatsten van toepassing zijn', naar behoren is afgerond(3).

#### VOORAFGAANDE OPMERKING

De Regering zal niet uit het oog verliezen dat, overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet van 29 oktober 2020, het ontworpen besluit aan de voorzitter van het Parlement zal worden meegedeeld vóór de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*. (4)

#### ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

##### OPSCHRIFT

In de huidige formulering verwijst het opschrift alleen naar "de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie". Er moet echter worden opgemerkt dat het voorliggend ontwerp ook betrekking heeft op de aanpassing van de termijnen betreffende het inburgeringstraject van nieuwkomers, teneinde de gevolgen van de coronacrisis te neutraliseren.

De afgevaardigde van de Minister antwoordde hierop als volgt:

"We kunnen 'en bepaalde regels met betrekking tot het inburgeringstraject van nieuwkomers' toevoegen".

Het opschrift zal in die zin worden aangevuld.

##### AANHEF

1. Het is dienstig zich te beperken tot een verwijzing in de aanhef, als rechtsgrond, naar de bepaling of bepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen.

Gezien met name de opmerkingen over de ontvankelijkheid, betreft het in dit geval alleen artikel 2, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020.

Gezi Het tweede lid zal dus worden weggelaten.

2. Het derde lid dient te worden aangevuld met een verwijzing naar de datum waarop de Inspecteur van Financiën zijn advies heeft uitgebracht.

3. Het vierde lid dient te worden aangevuld met een verwijzing naar de datum waarop de Minister van Begroting zijn instemming heeft gegeven.

4. Het vijfde lid moet worden aangevuld met een verwijzing naar de datum waarop het verslag over de "gendertest" is uitgevoerd.

5. Het zesde lid (dat het vijfde lid wordt) zal als volgt luiden:

"Gelet op het advies 68.341/4 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2020, overeenkomstig artikel 84 § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;". (5)

De aanhef zal dienovereenkomstig worden herzien.

DISPOSITIEFArtikel 3

In de Franse tekst worden de woorden "alinéa 2," ingevoegd tussen de woorden "l'article 56/4" en de woorden "5° du CWASS".

Artikel 9

1. Met instemming van de afgevaardigde van de Minister wordt, in de Franse tekst, de woorden "l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4°" vervangen door de woorden "l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2° à 4°, du CWASS".

2. Met instemming van de afgevaardigde van de Minister wordt, in de Franse tekst, de datum "1<sup>er</sup> juin 2020" vervangen door "1<sup>er</sup> mars 2020".

Artikel 16, derde en vierde lid, zal dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 11

1. Op de vraag naar het toepassingsgebied van artikel 11 en naar de draagwijdte van de woorden "tot 31 maart 2021" heeft de afgevaardigde van de Minister het volgende verduidelijkt:

"Het zou inderdaad correcter zijn om te schrijven "en dit voor mensen die hun verblijfsvergunning voor 31 maart 2021 hebben ingediend".

De bepaling zal in die zin aangepast worden.

2. In de Franse tekst dienen de woorden "la Ministre" door de woorden "le Ministre", waarbij het woord "Ministre" gemeenschaptig is.

Artikel 12

1. In de Franse tekst worden de woorden "l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du CWASS" vervangen door de woorden "l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du CWASS".

2. In de Franse tekst worden de woorden "de l'alinéa 1<sup>er</sup>" vervangen door de woorden "de l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du CWASS".

3. De woorden "du CWASS" worden, in het Frans, ingevoegd tussen de woorden "l'article 152/7, § 2" en de woorden "dans un délai de douze mois".

Artikel 14

1. In paragraaf 1, tweede lid, worden, in het Frans, de woorden ", § 1<sup>er</sup>," ingevoegd tussen de woorden "l'article 251" en de woorden "du CRWASS".

2. In het derde lid van de Franse versie worden de woorden "Par dérogation à l'article 237/6, alinéa 4, et à l'article 237/7, alinéa 4, du CRWASS," vervangen door de woorden "Par dérogation à l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale,".

Artikel 15

Artikel 15 geeft de Minister de bevoegdheid om de in het ontwerpbesluit genoemde termijnen en perioden te verlengen indien de gezondheidsomstandigheden in verband met de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 na 31 maart 2021 blijven voortduren.

De verlenging in de tijd van de maatregelen voorzien in een besluit van bijzondere machten kan niet worden gedelegeerd aan een Minister, maar moet het voorwerp uitmaken van een nieuw besluit van bijzondere machten dat vervolgens ter bevestiging moet worden voorgelegd aan de wetgever overeenkomstig artikel 4, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020(6).

Artikel 15 zal dienovereenkomstig weggelaten worden.

De Griffier,

A-C. VAN GEERSDAELE

De Voorzitter,

M. BAGUET

—  
Nota's

(1) Zie daaromtrent advies 67.536/4, op 10 juni 2020 verstrekt over een ontwerp dat het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 is geworden l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 'betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67536>, advies nr. 68.258/4, op 16 november 2020, verstrekt over een ontwerp van ministerieel besluit van het Waalse Gewest 'betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector in het kader van de gezondheids crisis Covid-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68258> en advies nr. 68.260/4, op 16 november 2020, verstrekt over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XX 'betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van de gezondheids crisis Covid-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68260>.

(2) Blz. 10.

(3) Voor een soortgelijke opmerking zie advies nr. 68.049/4 verstrekt op 14 oktober 2020 over een voorontwerp van decreet tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere machten nr. 8 van 7 mei 2020 betreffende de steun aan universitaire ziekenhuizen in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68049.pdf>.

(4) Voor een soortgelijke opmerking zie met name advies nr. 68.296/4 verstrekt op 23 november 2020 over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten 'houdende noodmaatregelen inzake de toegang tot energie tijdens de COVID-19-crisis en de winterperiode'.

(5) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, [www.conseildetat.be](http://www.conseildetat.be), tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3 5 2.

(6) Zie in die zin advies nr. 67.577/2-4 uitgebracht op 3 juli 2020 over een voorontwerp van Wet van 27 maart 2020 "die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)", algemene opmerking 4, Parl. Stukken, Kamer, 2019 2020, n° 1441/2/3.

**10 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 63 betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie en sommige regels betreffende het inburgeringstraject van nieuwkomers**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, artikel 2, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 november 2020;

Gelet op het rapport van 19 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies 68.341/4 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 12/1, 12/2, 29 tot 36, 38/1 tot 38/15, 49 tot 65, 93 tot 124, 144 tot 153, 235/9 tot 235/12, 243/1 tot 246, 251 en 251/1;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de beslissing van 21 oktober 2020 waarbij de Regering instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat de toename van het aantal besmettingen in de afgelopen weken, die een exponentiële wending heeft genomen, geleid heeft tot een hernieuwd voorstel om de Waalse autoriteiten in staat te stellen met spoed en bijna in real time alle maatregelen te nemen die in verband met deze crisis, onder dreiging van ernstig gevaar, onverwijld moeten worden genomen;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake sociale actie, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen en met name een aanzienlijke impact kan hebben op de financiering van de operatoren in de sector van de sociale actie in het kader van het beheer van de crisis COVID-19;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het voor de inachtneming van het continuïteitsbeginsel van de dienstverlening door de overheid passend is de regels aan te passen voor de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid met respect voor de rechten van de rechthebbenden;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheids crisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze actoren hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat de personen die door het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid als nieuwkomers gedefinieerd worden, binnen een strikte termijn van 18 maanden op straffe van een administratieve sanctie een inburgeringstraject moeten realiseren;

Dat deze personen vanwege de huidige gezondheids crisis niet in staat zijn om dit traject voort te zetten en dat dit de reden is waarom meer dan 200 verzoeken om verlenging door deze personen zijn ingediend bij de Minister van Sociale Actie om over een bijkomende termijn te beschikken;



Dat er gezien de onzekerheid rond de crisis COVID-19 wordt voorgesteld de termijn van het inburgeringstraject met twaalf maanden te verlengen, waarbij ook rekening wordt gehouden met de mensen die al een verlenging hebben gekregen, zodat zij niet worden benadeeld door het verkrijgen van een minder gunstige termijn dan die welke door deze maatregel wordt voorgesteld;

Overwegende dat het probleem inzake de dwingende termijn ook geldt voor nieuwkomers die een administratieve boete moeten betalen;

Dat de administratieve boete die wordt opgelegd aan nieuwkomers die hun traject niet hebben voltooid, hun verplichting niet opheft en dat zij de ontbrekende etappes van hun traject binnen een termijn van drie maanden moeten voltooien;

Overwegende dat gezien de gezondheids crisis die ons land doormaakt, het voor hen onmogelijk is om in zo'n korte tijd aan deze verplichting te voldoen;

Dat er ook een aanvullende termijn van 12 maanden wordt voorgesteld;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is om snel maatregelen te nemen met het oog op de vrijstelling van de financiering van de operatoren in de sector van de sociale actie;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid ingegeven wordt door het feit dat het ontworpen besluit bepalingen bevat met betrekking tot het jaar 2020;

Dat ook al hebben sommige bepalingen betrekking op subsidies die in 2021, 2022 of 2023 zijn toegekend, zij bovendien een dringend karakter hebben omdat deze subsidies zullen worden vastgesteld volgens de activiteitenparameters voor het jaar 2020 of 2021, waarbij deze activiteitenparameters momenteel aan de gang zijn en voor sommige daarvan al bijna zijn voltooid;

Dat de operatoren in de sectoren van sociale actie tot slot absoluut zekerheid over hun lot voor het jaar 2021 moeten verwerven, daar genoemde operatoren, indien het, met het naderen van het jaareinde van 2020, voor hen nodig zou zijn om specifieke maatregelen te nemen wegens de invloed van de gezondheids crisis op hun toekomstige financiering, daar nu al op moeten kunnen anticiperen;

Dat deze uitzonderlijke maatregelen zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zullen worden herzien of verlengd;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwekelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

#### HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende de diensten voor sociale insluiting*

**Art. 3.** In afwijking van artikel 29, eerste lid, 2°, van het reglementair Deel van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "CRWASS" genoemd, is de erkende dienst, om het gebruik van de subsidie voor het jaar 2021 te rechtvaardigen en de subsidie voor het jaar 2022 te berekenen, voor een voltijdse werknemer vrijgesteld van de verplichting om tussen 1 januari 2021 en 31 maart 2021 een activiteitsvolume gewijd aan groepswork van minstens negentien uur per week te rechtvaardigen, op voorwaarde dat de activiteit van de maatschappelijk werker van achtentwintig uur per week gerechtvaardigd is in toepassing van artikel 51, 2° tot 6°, van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "CWASS" genoemd.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 16 van het "CRWASS" wordt de maatschappelijk werker wiens bezoldiging overeenkomstig artikel 29 van het "CRWASS" gesubsidieerd wordt, vrijgesteld van het volgen van een opleiding i.v.m. de sociale inschakelingsacties in 2020.

#### HOOFDSTUK III. — *Maatregelen betreffende de sociale contactpunten*

**Art. 5.** In afwijking van artikel 61, tweede lid, van het "CRWASS" is het aantal personen die op straat leven, op veertien vastgesteld voor het verkrijgen van de subsidie van het jaar 2022 en 2023 en voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2021.

#### HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen betreffende opvangtehuizen en gemeenschapshuizen*

**Art. 6.** In afwijking van artikel 116 van het "CRWASS" is de bezettingsgraad van een opvangtehuis en gemeenschapshuis voor het jaar 2021 berekend, waarbij de periode van 1 januari tot en met 31 maart 2021 niet meegerekend wordt.

#### HOOFDSTUK V. — *Maatregelen betreffende de diensten voor schuldbemiddeling*

**Art. 7.** In afwijking van artikel 145, vierde lid, van het "CRWASS" wordt het minimumaantal dossiers dat nodig is om de subsidie voor het jaar 2022 te verkrijgen, gebaseerd op het aantal dossiers dat is opgenomen in de berekening van de subsidie voor 2021 (referentiejaar 2020), indien het aantal in 2021 behandelde dossiers onder de in artikel 145, lid 4, van het "CRWASS" vastgestelde drempels ligt.

In afwijking van artikel 149, eerste lid, 1°, van het "CRWASS" wordt het aantal in 2021 behandelde dossiers, voor het subsidiejaar 2022 berekend op basis van het aantal dossiers dat in de berekening van de subsidie voor 2021 (referentiejaar 2020) is opgenomen indien dit aantal groter is dan het aantal dossiers dat in 2021 is behandeld.

In afwijking van artikel 153, eerste lid, van het "CRWASS" bedraagt het minimumaantal jaarlijkse gebeurtenissen dat door de steungroepen voor de preventie van overmatige schuldenlast wordt uitgevoerd, voor de toekenning van de subsidie van het jaar 2021 twee.

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende de sociale kruideniers en sociale restaurants*

**Art. 8.** In afwijking van artikel 56/4, tweede lid, 5°, van het "CWASS" en artikel 38/5, tweede lid, 7°, van het "CRWASS" wordt het aantal punten dat in toepassing van artikel 38/10, § 1, 2°, 3° en 4°, van het "CRWASS" wordt toegekend, bepaald over de periode van twaalf maanden tussen 1 maart 2019 en 29 februari 2020, voor elke erkenningsaanvraag die tussen 1 maart 2020 en 31 maart 2021 wordt ingediend.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 38/12 van het "CRWASS" worden de in artikel 38/10, § 1, 2° tot 4°, vastgestelde coëfficiënten voor de periode van 1 maart 2020 tot 31 maart 2021 niet in aanmerking genomen in het kader van een herziening van het besluit tot erkenning van een dienst.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen betreffende de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld*

**Art. 10.** In afwijking van artikel 235/10 van het "CRWASS" wordt het bedrag van de subsidie voor het jaar 2022 met betrekking tot de activiteit van de dienst in 2021 en het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal aan opdrachten toegewezen uren, exclusief de periode van januari tot maart 2021, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier, indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het op basis van alle maanden van het jaar 2021 verkregen bedrag.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen betreffende het inburgeringstraject van de nieuwkomers*

**Art. 11.** In afwijking van artikel 152/7, § 2, van het "CWASS" moeten nieuwkomers die zich in een inburgeringstraject bevinden of met hun inburgeringstraject beginnen, het in artikel 152/3, § 4, bedoelde attest verkrijgen binnen 30 maanden na de datum waarop de verblijfsvergunning van meer dan drie maanden bij de gemeente is ingediend, en dit, voor personen die hun verblijfsvergunning vóór 31 maart 2021 hebben ingediend. Voor nieuwkomers die al een verlengingstermijn genieten, komt deze aanvullende termijn van twaalf maanden bovenop de verlengingstermijn die al is toegekend door de Minister van Sociale Actie.

**Art. 12.** In afwijking van artikel 152/8, § 1, derde lid, van het "CWASS", voldoet een nieuwkomer, wanneer hem een administratieve boete uit hoofde van artikel 152/8, § 1, eerste lid, van het "CWASS" opgelegd wordt, aan de in artikel 152/7, § 2, van het "CWASS" bedoelde verplichting binnen een termijn van twaalf maanden na de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van een administratieve boete. Dit geldt voor alle beslissingen die tussen 1 januari 2020 en 31 maart 2021 worden genomen.

HOOFDSTUK IX. — *Maatregelen betreffende de Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen*

**Art. 13.** In afwijking van de artikelen 245/1 en 245/3 van het "CRWASS" zijn de criteria die in aanmerking worden genomen voor het bepalen van het wisselende bedrag van de subsidie voor het jaar 2022 die voor het jaar 2019.

HOOFDSTUK X. — *Maatregelen betreffende de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen*

**Art. 14.** § 1. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie wordt de omvang van de collectieve activiteiten die in aanmerking worden genomen bij de bepaling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2020, voor de maanden maart tot en met december 2020 berekend op basis van het aantal geprogrammeerde modules.

In afwijking van artikel 251, § 1, van het "CRWASS" wordt de omvang van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal geplande modules voor de periode van januari tot en met maart 2021 en op basis van het aantal afgeronde modules voor de maanden april tot en met december 2021.

In afwijking van artikel 14, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie mogen de operatoren tot 31 maart 2021 afwijken van het minimumaantal van 5 deelnemers per groep.

In afwijking van artikel 251, § 1, lid 5, van het "CRWASS" wordt het bedrag van de subsidie voor 2022 vastgesteld per permanentie met een uurvolume van 4 uur per week.

§ 2. In afwijking van artikel 14, lid 4 en 5, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie wordt de omvang van de collectieve activiteiten die in aanmerking worden genomen voor de bepaling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2020, berekend op basis van het aantal modules dat is geprogrammeerd voor de maanden maart tot en met december 2020. Subsidies die worden toegekend op basis van de begroting van het jaar 2019, waarvan de periode ook het jaar 2020 bestrijkt, worden op dezelfde manier behandeld als subsidies die worden toegekend op basis van de begroting van het jaar 2020.

In afwijking van artikel 250/2, eerste lid, van het "CRWASS" wordt voor het jaar 2021 geen nieuwe oproep tot het indienen van projecten gedaan, maar wordt de oproep tot het indienen van projecten 2019-2020 met een jaar verlengd.

In afwijking van artikel 251/1 van het "CRWASS" wordt de omvang van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal geplande modules voor de periode van januari tot en met maart 2021 en op basis van het aantal afgeronde modules voor de maanden april tot en met december 2021. Subsidies die op basis van de begroting van het jaar 2020 worden toegekend en waarvan de periode ten minste de maanden januari tot en met maart 2021 bestrijkt, worden op dezelfde wijze geïmmuniseerd als subsidies die op basis van de begroting van het jaar 2021 worden toegekend.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 8, 9 en 14, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, uitwerking op 1 maart 2020.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 4 en 12 uitwerking op 1 januari 2020.

Namen, 10 december 2020.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
C. MORREALE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16434]

**10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 65 portant obligation de port du masque dans les services de transport public de personnes en Région wallonne pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 8<sup>o</sup>, et § 4, 3<sup>o</sup>;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, le Chapitre IV, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012;

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars;

Vu le décret wallon du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2008 relatif aux amendes administratives en matière de service de transport public de personnes en Région wallonne, modifié par l'arrêté du 27 novembre 2014;

Vu le rapport du 23 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'urgence motivée par l'existence d'un risque sanitaire élevé pour la population belge provenant de la pandémie de COVID-19, par la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les constats épidémiologiques qui se maintiennent à des niveaux très élevés et de permettre aux agents légalement habilités de constater et sanctionner le défaut de port du masque dans la gare de bus, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, ou tout autre moyen de transport organisé par la Région wallonne;

Vu l'avis 68.371/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020, les 15 et 24 avril 2020, les 6, 13, 20 et 29 mai 2020, les 3, 24 et 30 juin 2020, les 10, 15, 23, et 27 juillet 2020, le 20 août 2020, ainsi que le 23 septembre 2020;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes dans le cadre des arrêtés ministériels des 18, 28 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant les avis du GEES et de CELEVAL;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant que la situation épidémiologique continue de s'aggraver;

Considérant qu'une croissance incontrôlée de l'épidémie doit être évitée;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez;

Considérant que, aux termes de l'article 36bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, le Gouvernement peut établir des amendes administratives contre les infractions aux dispositions du Titre II de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar;

Sur proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Titre II de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar est inséré un Chapitre III « Obligations pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 », lequel comprend un article 38bis, rédigé comme suit :

« Art. 38bis. A l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis ou à l'exception de personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, toute personne se couvre la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans la gare de bus, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram,